

[Text]

• 1120

But it is not only the cuts we are concerned about in terms of government action. We agree with Ms Collins—and my colleagues will talk in more detail of the action we want to see you take directly in relation to ending violence against women—that ultimately the cause of violence against women, whatever the individual act of violence, is the unequal relations between men and women. Every act of violence against women is the act of a single individual male exercising his power over an individual woman. Ultimately, the only way to end violence against women is to have equality for women in society.

Yet a whole series of government measures is going against that equality, and certain measures I am going to talk about right now directly impact on violence against women. Bill C-69, currently before the Senate, will reduce federal post-secondary funding and health care funding, the CCSD estimates, from \$9 billion at present to the provinces to zero in year 2004. Ms Collins says in her report, and we agree, that education is fundamental to ending violence against women. The reduction of federal commitments to health care in particular, but also to education, is disastrous in terms of the issue of violence against women. The reduction in CAP, according to the Social Planning Council of Ottawa-Carleton, could mean \$596 million less spent on programs in the next two years, and among those programs are rape crisis centres and transition houses.

So at the same time as we have the minister responsible for women's issues talking about the commitment of the government to equality and the commitment of the government to reducing violence against women, we have a bill before the Senate that is in effect going to slash funding to, among other services, services to women victims of violence—and I believe the health services also, which are essential for women, both victims of domestic violence and sexual abuse.

Another bill before the Senate is Bill C-43 on abortion. You know our views. It is important for us to say that we believe very sincerely that this bill will take us back to pre-1969. It will so severely restrict access to abortion that women who cannot afford to travel may be forced to seek back-street abortions. We think we have seen one example of that in the death of a Toronto woman soon after the bill was passed in Parliament last year. We believe women will die because of this bill. We believe women will be butchered because of this bill. That, in fact, is a form of violence against women.

[Translation]

Mais, pour ce qui est de l'action gouvernementale, ce ne sont pas seulement les coupures qui nous inquiètent. Nous sommes d'accord avec madame Collins—et mes collègues parleront plus en détail des mesures que nous vous demandons de prendre pour mettre fin à la violence contre les femmes—que finalement la cause de la violence contre les femmes, quel que soit l'acte de violence concerné, réside dans l'existence de rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes. En effet, tout acte de violence contre une femme est celui d'un seul mâle qui exerce son pouvoir sur une femme. Finalement, la seule façon de mettre un terme à la violence exercée contre les femmes est d'accorder l'égalité à nos femmes dans notre société.

Et pourtant, le gouvernement a pris toute une série de mesures qui vont contre l'égalité, ainsi que certaines mesures, dont je vais parler tout de suite, qui ont une incidence directe sur la violence contre les femmes. Le projet de loi C-69, qui est actuellement à l'étude au Sénat, va faire passer de 9 milliards de dollars à zéro en l'an 2004 les fonds fédéraux destinés à l'éducation postsecondaire et aux soins de santé, d'après les chiffres estimatifs du CCDS. Madame Collins déclare dans son rapport, et nous sommes d'accord avec elle sur ce point, que l'éducation joue un rôle fondamental dans la lutte contre la violence contre les femmes. La réduction du financement fédéral aux soins de santé, en particulier, mais aussi dans l'éducation, aura des résultats désastreux pour ce qui est de la violence contre les femmes. La réduction du RAPC, d'après le Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton, pourrait entraîner des réductions de 596 millions de dollars au cours des deux prochaines années, et les programmes touchés sont les centres d'accueil pour femmes et les centres d'intervention d'urgence.

Ainsi, au moment même où le ministre chargé des questions concernant les femmes parle de l'engagement du gouvernement envers l'égalité et la lutte contre la violence faite aux femmes, le Sénat examine un projet de loi qui va complètement couper les fonds, notamment aux services offerts aux femmes victimes de violence—et je pense aux services de santé également, qui sont essentiellement pour les femmes, qu'elles soient victimes de violence familiale ou d'agression sexuelle.

Il y a un autre projet de loi qu'examine le Sénat et qui nous intéresse et c'est le projet de loi C-43 sur l'avortement. Vous connaissez notre opinion sur cette question. Nous voulons vous dire que nous pensons très sincèrement que ce projet va nous ramener à la situation qui existait avant 1969. Ce projet limite de façon si sévère l'avortement que les femmes qui n'ont pas les moyens de voyager seront peut-être obligées de se faire avorter clandestinement. Je pense que nous avons eu un exemple de ce genre de répercussions avec le cas de la femme de Toronto qui est décédée peu après l'adoption de ce projet par le Parlement l'année dernière. Nous pensons que des femmes vont mourir à cause de ce projet de loi. Nous pensons que les femmes devront se faire charcuter, à cause de ce projet de loi. Il s'agit en fait d'une sorte de violence contre les femmes.